

L'indépendance : renaissance nationale et sociale. Quel projet de société pour l'Algérie et les pays du tiers-monde dans les années 1960 ?

LASZLO J. NAGY
UNIVERSITE DE SZEGED

La décennie 1960 est celle de la décolonisation, du tiers-monde. Ce terme est devenu familier dans ces années-là dans le monde entier. Le système colonial touche à sa fin. (Restent encore les colonies portugaises et quelques autres colonies.) Les États dominés par les puissances coloniales accèdent à l'indépendance, ils deviennent des États souverains, ils ne sont plus objet de l'histoire, mais acteurs dynamiques de la politique internationale. Leur entrée en scène mondiale modifie sensiblement les rapports de force internationaux, la carte géopolitique du monde. Leur poids est très important, même déterminant aux Nations Unies.

L'année 1960 par laquelle commence la septième décennie du XX^{ème} siècle c'est aussi l'année de l'Afrique, celle de l'accès à l'indépendance des 16 colonies du continent. Mais c'est aussi la crise du Congo. Le continent est agité par des vents contraires. Les anciennes puissances coloniales lancent leur contre-offensive, avec pour instrument le néocolonialisme. L'objectif est de vider l'indépendance de sa substance et de faire perdurer un état de dépendance ne laissant aux jeunes États que le drapeau et l'hymne nationaux et un siège à l'ONU. La dénonciation par Nkrumah du néocolonialisme était un apport théorique considérable aux luttes d'émancipation de l'Afrique. (Il n'a perdu rien de sa valeur théorique et politique.)

Certains États, pour écarter le danger de l'installation du système néocolonialiste, optent pour le socialisme. Ils déclarent construire une société socialiste : Kwame Nkrumah au Ghana, Sékou Touré en Guinée, Modibo Keita au Mali, Nasser aussi parle du projet socialiste en Egypte, même Bourguiba évoque un certain moment la vision « du socialisme destourien ». Et bien sûr l'Algérie où, pour citer Didar Fawzy-Rossano, témoin et actrice, militante d'origine égyptienne, une véritable internationaliste, « au lendemain de l'indépendance l'atmosphère était au rouge »¹. Réaliste, mettre en pratique un projet de société de façon autonome, indépendante était aussi un combat, un autre combat parfois violent : la défense de la souveraineté nationale. Et ce combat se déroule dans un monde bipolaire qui permettait de trouver des alliés.

A la question posée par le titre de mon intervention je ne veux pas donner une réponse exhaustive, mais évoquer les années 1960 caractérisées par la recherche passionnée dans

¹ Didar Fawzy-Rossano, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990) du Caire à Alger, Paris et Genève. Lettres aux miens*. L'Harmattan, Paris, 1997, p. 166.

beaucoup d'Etats de l'Afrique ou du tiers-monde en général. Et en Algérie en particulier des moyens lesquels permettraient de donner un contenu profondément social à l'indépendance nationale. Évoquer cette volonté ferme de se lancer dans la construction d'un Etat-nation moderne, souverain dont la cohésion politique et sociale serait renforcée par la réalisation le plus totalement possible de la justice sociale et qui serait ainsi respecté par la communauté internationale.

Dans le monde bipolaire, les nouveaux Etats peuvent compter sur le soutiens de l'Union soviétique qui change radicalement sa politique vis-à-vis des mouvements de libération nationale des peuples colonisés (et de nouveaux Etats du tiers-monde) à partir du XX^{ème} congrès du PCUS (février 1956) les reconnaissant des acteurs politiques *autonomes* dans les affaires internationales. A la conférence internationale des partis communistes tenue à Moscou en novembre-décembre 1960, le document adopté indique : « l'écroulement du système de l'esclavage colonial sous la poussée du mouvement de libération nationale est un phénomène qui, pour son importance historique, vient immédiatement après la formation du système mondial du socialisme ; le phénomène le plus important dans le monde actuel c'est l'effondrement du système colonial »². Donc il met les nouveaux Etats et les mouvements de libération nationale des peuples colonisés en deuxième position des forces révolutionnaires du monde contemporain. Après les pays socialistes, mais devant la classe ouvrière des pays développés qui avait occupé la deuxième position auparavant. Tournant extraordinaire. L'URSS s'engage profondément dans la défense de ces nouveaux Etats en lutte contre les visées néocolonialistes. Au Congo, c'est un échec, par contre à Cuba une réussite.

En Algérie, le FLN déclare clairement et sans ambiguïté de choisir la voie socialiste aux assises du CNRA en juin 1962 à Tripoli :

« La révolution démocratique populaire c'est l'édification consciente du pays dans le cadre des principes socialistes et d'un pouvoir aux mains du peuple. Le développement de l'Algérie (...) doit être nécessairement conçu dans une perspective socialiste...[impliquant] l'abolition des structures économiques et sociales du féodalisme et de ses survivances, et l'établissement de nouvelles structures et institutions de favoriser et de garantir l'émancipation de l'homme et la renaissance pleine et entière de ses libertés.³ »

C'est un projet de société très marqué. Mais il y avait un autre élément aussi marqué : les accords d'Évian. Par ses réalisations strictes l'Algérie aurait eu le risque de se retrouver dans la dépendance néocolonialiste. C'était le but du général de Gaulle lui-même, il le dit très nettement dans ses *Mémoires d'espoir* :

« Les accords sont conclus le 18 mars 1962. *Il s'y trouve tout ce que nous avons voulu qu'il y soit.* (Souligné par moi – JNL) Dans l'immédiat, c'est le cessez-le-feu. Pour l'avenir, une fois l'indépendance de l'Algérie accordées par le peuple français

² *Pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour la démocratie, pour le socialisme.* (Les actes de la conférence en hongrois) Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1961, p. 23. C'est aussi l'année de la reconnaissance de facto du GPRA par Moscou.

³ Programme de Tripoli. In *Annuaire de l'Afrique du Nord 1962*. CNRS, Paris, 1963, pp. 683-704.

et, ensuite, votée par le peuple algérien, ce sera : l'association étroite de la France et de l'Algérie en matière économique et monétaire, une condition privilégiée des nationaux de chaque pays sur le territoire de l'autre, des garanties complètes et précises aux membres de la communauté française qui voudront rester sur place, des droits privilégiés pour nos recherches et notre exploitation du pétrole au Sahara, la poursuite de nos expériences atomiques et spatiales dans le désert, la disposition de la base de Mers-el-Kébir et de divers aérodromes assurée à nos forces pendant au moins quinze années, le maintien pour trois ans de notre armée en Algérie là où nous le jugerons à propos.⁴ »

Pour déjouer les visées néocolonialistes, le FLN se prononce pour un projet de société très radical. Mais pas seulement pour cette raison. Ce projet de société socialiste ne vient point du néant, de la conjoncture du moment non plus.

Dans les programmes des diverses formations du mouvement de libération nationale algérienne est toujours présent l'élément social même avant le déclenchement de la guerre de libération nationale. Cet élément social – Algérie étant un pays agraire – concerne en premier lieu la paysannerie. Les premiers sont les communistes qui préparent un programme de réforme agraire en 1925⁵. Le problème de la terre est aussi un point important des revendications algériennes présentées par Messali Hadj au congrès antiimpérialiste de Bruxelles en 1927 :

« La confiscation des grandes propriétés agricoles occupées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées et la remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés, respect de la petite et moyenne propriété.⁶ »

En 1943, les signataires du Manifeste du peuple algérien indique comme revendication essentielle « la suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole »⁷.

La question agraire se trouve au centre des préoccupations du FLN et s'exprime dans les résolutions du Congrès du Soummam : « La véritable réforme agraire, solution patriotique de la misère des campagnes, est inséparable de la destruction totale du régime colonial.⁸ »

Plusieurs facteurs contribuent à renforcer et à mettre au premier plan la composante sociale du programme du FLN durant la guerre de libération nationale. Dans son excellent livre *Slimane Chikh* montre qu'à partir de 1959, avec les critiques du plan de Constantine, le FLN commence à préciser le contenu social de l'indépendance. L'échec du plan de

⁴ Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. Le renouveau 1958-1962*. Plon, Paris, 1970, pp. 159-160.

⁵ *Lutte sociale*, le 22 mars 1925.

⁶ Cette même revendication est reprise dans le programme de 1933 de l'ENA.

⁷ Manifeste du peuple algérien. In *Le mouvement national algérien. Textes 1912-1954* (Ed.: Claude Collot – Jean-Robert Henry). L'Harmattan, Paris, 1978, p. 164.

⁸ *El Moudjahid*, Numéro spécial, n° 4, 1956.

Constantine prouve que l'Algérie indépendante devra chercher d'autres modèles que le modèle capitaliste⁹.

A mon avis la raison la plus importante qui pousse le FLN à approfondir ses réflexions sur le contenu social de l'Algérie indépendante est la négociation avec la France. Dès le début, il devait être vigilant pour que les négociations n'aboutissent à privilégier une seule couche sociale mais tout le peuple d'une part. Et être vigilant pour écarter la possibilité de l'instauration d'un système néocolonialiste issue des négociations d'autre part. Et tout ça pour rester fidèle à son engagement politique pris et définis dès le déclenchement de la guerre de libération nationale. Ce sera la source des divergences entre les « civils » et « militaires », entre le GPRA et l'ALN. Et c'est ce qui se trouve à l'origine du remaniement du GPRA à la réunion du CNRA de Tripoli du 9 au 27 août 1961. Le communiqué final du CNRA est claire :

« Le CNRA a précisé le contenu démocratique et social de la lutte du peuple algérien dont les aspirations sont exprimées par le FLN, guide de la nation. Ces aspirations tendent à édifier une nation moderne, une économie au service du peuple et une renaissance culturelle.¹⁰ »

L'éditorial de ce même numéro de l'organe central du FLN donne une explication brève du communiqué final :

« Jusqu'à ce jour, l'image que nous nous faisons de l'Algérie de demain a influé sur notre action. Elle continuera à déterminer de plus en plus notre ligne de conduite. C'est ce que le CNRA a pleinement confirmé, donnant une place plus grande aux questions fondamentale du contenu social de notre lutte et de l'installation d'un régime s'inspirant effectivement du principe « La Révolution par le peuple et pour le peuple ». Cette formule ne doit pas rester à l'état de vœu, elle doit s'inscrire dans les faits en jouant un rôle primordial dans notre combat antiimpérialiste.¹¹ »

L'éditorial *Préparer l'avenir* du n° 85 d'*El Moudjahid* (octobre 1961) est plus explicite et plus concrète :

« L'Algérie combattante et héroïque, ce sont tout d'abord les masses paysannes... constituent le moteur principal de l'action révolutionnaire armée... La République algérienne démocratique et sociale est en train de se réaliser dans le cœur, la pensée et l'action de chaque Algérien... le peuple algérien se fixe comme objectif l'instauration d'une *démocratie réelle* (souligné par nous – JNL) où le peuple sera maître de ses destinées... Le peuple algérien a soif de *justice sociale*. (Souligné par nous – JNL.) La réforme agraire qui a toujours constitué un objectif fondamental de la Révolution algérienne sera réalisée et constituera un acte de progrès et de justice

⁹ Slimane Chikh, *L'Algérie en guerre ou le temps des certitudes*. Casbah Editions, Alger, 2006 (2^e édition corrigée et augmentée), p. 347.; Le fiasco du libéralisme en Algérie. *El Moudjahid*, n° 72. novembre 1960.

¹⁰ *El Moudjahid*, n° 89, août 1961.

¹¹ Pour l'accomplissement de notre mission historique (éditorial). Ibidem.

sociale pour la paysannerie qui a le plus souffert de l'exploitation coloniale et de la guerre... L'Algérie indépendante ne permettra pas l'installation dans le pays de structure néocolonialistes qui portent toujours en elles des *limitations à la souveraineté et au libre développement économique de la nation.* »

L'autre facteur important qui pousse le FLN à approfondir le contenu social de son programme c'est « l'expérience des pays qui ont lutté pour leur libération »¹². Ces pays sans être nommés concrètement peuvent être identifiés facilement après la consultation des numéros d'*El Moudjahid* : ils sont la Chine populaire, la Yougoslavie et le Cuba.

La Chine populaire soutient fermement et sans équivoque dès le début la lutte des Algériens pour leur indépendance, elle est un des premiers Etats qui reconnaissent le GPRA de jure. Par ses progrès économiques et sociaux ce qu'elle avait réalisés comme pays sous-développé est un sujet d'administration, un exemple pour le FLN. Après la visite officielle du GPRA à l'automne de 1960, Ferhat Abbas dit « certaines méthodes me paraissent aussi utiles à la Chine qu'à l'Algérie »¹³.

La Yougoslavie entretient d'excellentes relations dès le début de l'insurrection avec le FLN. Même le ministre de la Légation yougoslave au Caire – écrit Ferhat Abbas dans ses mémoires – « était la seule personnalité européenne à être dans le secret des événements du premier novembre 1954 »¹⁴. La deuxième invitation au GPRA vient de Belgrad en 1959. (Les premières venaient de la Chine et du Vietnam du Nord en 1958.) Le FLN prend ce pays comme modèle pour sa guerre de libération nationale contre l'occupation nazie et pour sa position indépendante entre les deux blocs. « Ce peuple fier est animé par une politique ferme et franche, non seulement à se faire respecter aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, mais également à obtenir de ces deux blocs à la fois une aide économique et militaire très appréciable. Un tel exemple mérite d'être longuement médité » – peut-on lire dans l'article d'*El Moudjahid* analysant la position du FLN dans le monde bipolaire vis-à-vis des deux blocs¹⁵. L'organe central du FLN publie pendant la guerre le plus d'articles sur la Yougoslavie parmi les pays socialistes.

Et il y a Cuba qui mène son combat d'indépendance en même temps que l'Algérie. C'est la politique ferme de Fidel Castro et son équipe menée pour la défense de la souveraineté nationale de Cuba qui suscite l'admiration et l'enthousiasme du FLN. Tout en menant ce combat, les dirigeants cubains introduisent des réformes radicales bouleversant totalement la structure économique et sociale du pays et justement pour élargir et ainsi consolider les bases sociales de l'indépendance et la souveraineté du pays. Donc les facteurs national et social se renforcent mutuellement. Et cette « rencontre » du national et du social frappent particulièrement l'imagination et l'admiration du FLN. *El Moudjahid* suit de près les événements de Cuba. Sont les faits significatifs et révélateurs les titres de ces articles (relativement longues). Entre juillet 1960 et mars 1962, l'organe central du FLN publie sept grands articles sur Cuba : *Cuba face à l'impérialisme américain* (n° 67, juillet 1950) ; *Cuba : plus qu'une révolution, un exemple* (n° 68, août 1950) ; *Cuba : un front syndical de solidarité à l'Algérie* (n° 72, novembre 1960) ; *Connaissance de la révolution*

¹² L'éditorial d'*El Moudjahid* d'août 1961.

¹³ *El Moudjahid*, n° 72, 1^{er} novembre 1960.

¹⁴ Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre*. Paris, 1980, p. 263. Souligné par Ferhat Abbas.

¹⁵ *El Moudjahid*, n° 20, mars 1958 (La politique internationale des blocs et la guerre d'Algérie).

cubaine (n° 77, janvier 1961) ; *Cuba – une longue lutte contre l'impérialisme* (n° 80, mai 1961) ; *Cuba : an III de la révolution* (n° 83, juillet 1961) ; *Cuba : an IV de la Réforme agraire* (n° 90, mars 1962).

Le FLN voit la réalisation de son but dans la révolution cubaine. Elle n'est pas « un simple changement politique, mais une véritable révolution nationale : cette révolution est exclusivement cubaine, ou, mieux encore latino-américaine ». Politiquement on pourrait définir « Fidel et son Mouvement comme nationaliste-révolutionnaire » (déclaration de Guevara au journaliste Moretti)¹⁶.

Che Guevara a bien qualifié les révolutions radicales du tiers-monde des années 1960. Au fond, elles étaient des révolutions nationalistes, elles visaient à construire un *Etat-nation souverain* entravée par le système colonialo-impérialiste. Ces révolutions avaient du contenu social très fort, elles ne voulaient privilégier aucune couche sociale : une immense tâche dont la réalisation comporte toujours des risques de déviation – de gauche ou de droite – extrémiste.

¹⁶ *El Moudjahid*, n° 77, janvier 1961.